

Nicolas Sarkozy,  
Président de l'Union pour un Mouvement Populaire  
« Éducation : le devoir de réussite »  
Angers - Vendredi 1er décembre 2006



Mes chers amis, je veux vous dire ma joie d'être avec vous ce soir.

Joie d'être ici à Angers, dans cette région du Val de Loire qui évoque si fortement la douceur de vivre et la puissance des idées.

Dans cette région, qui pour apprivoiser un fleuve inventa un paysage.

Dans cette région, qui pour imposer la Renaissance n'a pas eu peur de rompre avec les codes de son temps.

Dans cette région qui, avec la Renaissance, a montré que la rupture est possible sans qu'elle conduise au chaos.

Je veux vous dire ma joie d'être entouré de compagnons fidèles : François Fillon, Pierre Méhaignerie, Roselyne Bachelot, Pierre-André Périssol, Hervé de Charrette, Marc Laffineur... L'amitié est comme l'éducation : elle ne se nourrit pas de la complaisance et de la facilité ; elle se nourrit du courage de se dire les choses, de lucidité dans la réussite, de soutien dans l'adversité.

Enfin, et surtout, je veux vous dire ma joie des échéances qui se rapprochent.

Ce soir, je suis venu vous dire d'avoir confiance.

La France veut des idées fortes, elle n'attend pas des concepts creux. La France veut un dialogue sincère, elle

n'attend pas de recevoir l'écho déformé de son propre discours. La France veut qu'on lui propose un avenir différent, elle n'attend pas qu'on lui resserve les recettes du passé. La France veut qu'on la tire vers le haut, elle n'attend pas qu'on la berce de formules toutes faites avec lesquelles tout le monde est d'accord.

La France a conscience des défis que notre pays doit relever. Elle veut qu'on lui dessine des perspectives, qu'on lui propose des choix, qu'on lui apporte des solutions.

Ce soir, je suis venu vous dire ma sérénité et ma détermination.

La gauche n'a qu'un seul objectif : celui de battre la droite. Nous avons une ambition : faire de la France un pays où tout peut devenir possible.

La gauche n'a qu'un but : prendre sa revanche. Nous avons qu'un idéal : que l'avenir redevienne une espérance.

La gauche n'a qu'une intention : figer le pays. Nous avons une volonté : faire entrer notre pays dans le XXIème siècle. Le remettre en mouvement.

Ma sérénité, je la trouve dans mes amis ici présents, dans tous ceux qui sont venus témoigner à mes côtés de notre résolution à nous emmener vers la victoire : ministres, parlementaires, élus, adhérents, citoyens...

Ma sérénité, je la trouve en vous voyant si nombreux ce soir. Si impatients d'engager le combat pour nos idées. Si résolus à vous battre pour notre pays. Si sûrs du bien-fondé de notre projet et de notre action.

Depuis quatre ans et demi, dans tous les combats que j'ai menés, je n'ai jamais cessé d'avoir besoin de vous.

Besoin de vous pour combattre la pensée unique de la complaisance envers la délinquance. Besoin de vous pour combattre la lâcheté du mépris des victimes.

Besoin de vous pour convaincre qu'entre l'illusion de l'immigration zéro et l'ouverture à tous les vents, il y a un juste équilibre, celui de l'immigration choisie.

Besoin de vous pour affirmer que, quand on a travaillé toute sa vie et payé des impôts, quand on a préféré économiser plutôt que dépenser, on a bien le droit de laisser sa maison et ses économies à ses enfants en franchise d'impôt.

Mais c'est plus que jamais, au cours des cinq prochains mois, que je vais avoir besoin de chacun de vous. De chacun de vous en particulier, et de chacun de vous tous ensemble.

Ce soir, je suis venu vous dire que si je suis candidat, c'est pour poser ensemble les fondations d'un nouvel avenir. Un nouvel avenir pour tous, mais d'abord pour ceux qui ont connu des épreuves, se sentent fragiles, ou pensent que rien n'est jamais pour eux.

Pour poser ces fondations, nous devons rompre avec toutes les facilités, toute la démagogie, toutes les compromissions, toutes les hypocrisies, qui depuis 25 ans affaiblissent notre pays et compromettent son avenir.

Je vous propose de rompre avec ce qui nous tire vers le bas pour laisser grandir ce qui nous tire vers le haut.

Je vous propose de rompre avec ce qui crée du désespoir pour faire renaître de l'espérance.

La rupture que je vous propose, c'est la rupture avec les archaïsmes et avec les conservatismes. La rupture avec l'injustice des discriminations, avec l'injustice du travail méprisé, avec l'injustice de l'effort non récompensé. La rupture avec cette société bloquée où les destins sont écrits à l'avance.

Je vous propose la rupture avec l'Etat mal géré et inefficace. La rupture avec l'Etat instrumentalisé au profit d'intérêts personnels ou politiques.

Je vous propose la rupture avec l'assistanat qu'on subventionne sur le dos de ceux qui travaillent. Je vous propose la rupture avec l'irresponsabilité qu'on finance sur le dos des générations futures.

C'est une rupture tranquille, mais réelle.

Ce soir, je suis venu vous proposer un nouvel avenir pour l'école de la République.

Je suis venu vous proposer qu'elle incarne un espoir pour chaque famille, et une envie pour chaque enseignant.

Je suis venu vous proposer que nous assumions enfin notre ambition pour l'éducation.

La France ne restera une nation libre que si elle se place aux avant-postes des mutations du monde. Pour cela, elle a besoin d'excellence, elle a besoin d'intelligence, elle a besoin d'innovation, elle a besoin de justice.

Je vous propose de libérer la parole de ceux qui souffrent, à commencer par celle des enseignants et des chefs d'établissements.

Je vous propose de dénoncer les faux-semblants, les mensonges, la pensée unique, l'hypocrisie.

L'hypocrisie du bac qu'on brade peu à peu, pour mieux sélectionner à l'université dans le secret des examens de fin de deuxième année.

L'hypocrisie des grandes écoles qui accueillent moins d'enfants d'ouvriers et d'employés aujourd'hui que dans les années 50.

L'hypocrisie des zones d'éducation prioritaire où l'on met les enseignants les plus jeunes et les moins expérimentés, en croyant pouvoir taire leur colère par une prime de 80 euros par mois.

L'hypocrisie de la carte scolaire qui ne pèse que sur ceux qui n'ont pas les moyens ou pas les relations pour la contourner.

L'hypocrisie de l'école à deux vitesses, celle des beaux quartiers où l'on enseigne les grands auteurs et le raisonnement scientifique, et celle des quartiers populaires où l'on demande aux enseignants de remplacer Les Fleurs du mal par des chansons de rap, les chefs d'œuvres de la littérature par les films qu'ils ont inspirés, les livres entiers par des morceaux choisis, et l'exercice de rédaction par celui du QCM.

Je veux m'adresser ce soir à nos centaines de milliers d'enseignants, qui chaque jour ont entre leurs mains l'avenir de nos enfants, et qui s'interrogent de plus en plus sur ce que la République attend d'eux.

Je veux m'adresser ce soir à nos penseurs, à nos écrivains, à nos grands scientifiques, de Jacqueline de Romilly à Erik Orsenna, de Françoise Chandernagor à Luc Ferry, qui inlassablement, avec des mots qui leur ressemblent, et qui sont souvent ceux de la force douce, interpellent la Nation sur ce qu'elle fait de son école.

Je veux m'adresser ce soir aux hussards noirs de la République. Ils existent encore, et plus nombreux qu'on ne croit : enseignants des quartiers difficiles, enseignants des zones d'éducation prioritaire, ils résistent à la facilité et à la démagogie des instructions de l'Education nationale et des consignes reçues dans les IUFM.

Ils refusent de changer leurs cours sous prétexte qu'ils sont en ZEP et pas à Henri IV, car ils savent que c'est en choisissant les lectures faciles et les lectures courtes qu'on humilie les enfants des milieux populaires.

Ils vont chercher les lectures les plus difficiles, les auteurs les plus exigeants, les théories scientifiques les plus ardues, pour les enfants les plus défavorisés et les plus désavantagés, car ils savent que ce sont les grands auteurs et les grandes découvertes qui font rêver, qui libèrent de la culture du chômage, de la culture des bandes, de la culture de la drogue, de la culture du repli sur soi, de l'exclusion et des mariages forcés.

Je vous propose que l'on cesse de payer l'école avec des mots, et qu'on lui donne les moyens d'avoir des résultats.

En faisant de l'élève l'auteur de son propre savoir, une idéologie folle a mis l'élève à la place du maître. Je vous propose que nous rappelions qu'enseigner, c'est créer une relation entre le maître et l'élève, c'est permettre au premier de transmettre son savoir, et au second de dépasser le maître.

Tous nous avons croisé dans notre enfance un maître qui nous a marqué, un maître auquel on doit quelque chose de notre vie et de notre histoire. Ces passeurs n'auraient pu imaginer qu'un jour on chercherait à remplacer les maîtres

par les élèves. Nous nous souvenons d'eux plus qu'ils ne se souviennent de nous. Mais tous nous ont transmis un savoir ou une règle de vie, un héritage de l'esprit ou une vérité du cœur. Grâce à eux, l'école n'est pas seulement un lieu de formation. Elle est une référence affective qui a les traits de ces maîtres auxquels nous devons tant et qui ont tant contribué à faire de nous ce que nous sommes.

En mettant les parents au même niveau que les enfants, une idéologie folle a couvert les familles de son mépris. Je vous propose que nous rappelions que les parents sont les premiers responsables de l'éducation de leurs enfants.

En inventant ses propres statistiques, une idéologie folle s'est dotée des outils indispensables à l'autocélébration de son manque de résultats. Je vous propose que nous ne connaissions qu'un seul type de statistiques : celles auxquelles font référence tous les autres pays développés. Elles seules nous disent précisément là où en est la France dans la performance de son système d'enseignement.

Elles nous disent que la France est 14ème sur 29 au sein de l'OCDE pour les compétences de ses élèves, loin derrière la Corée, la Finlande, le Japon, l'Australie, la Belgique ou les Pays-Bas.

Elles nous disent que les élèves français ont des performances insuffisantes en résolution de problèmes complexes, en capacité d'imagination, en créativité, en sens de l'esprit critique, en maîtrise des langues étrangères.

Elles nous disent que 15% des élèves de sixième ne savent pas lire et écrire et que 160 000 élèves quittent chaque année l'école sans aucune qualification.

Elles nous disent que nous avons le taux d'échec des étudiants dans l'enseignement supérieur le plus élevé de tous les pays de l'OCDE ; et que seulement un Français sur trois accède à une formation longue de l'enseignement supérieur, contre 80% dans les pays scandinaves et 65% aux Etats-Unis.

Enfin, en nivelant les exigences par le bas, une idéologie folle a brisé l'outil de l'égalité des chances. C'est là sa plus grande faute.

A ceux qui autrefois partaient sans rien, sans héritage ni culture, l'école donnait la possibilité de tout avoir. A ceux qui travaillaient dur, elle assurait la récompense d'une vie meilleure. Au hasard de la naissance, elle opposait la logique de l'effort et du mérite. Les examens étaient les mêmes pour tous, leur valeur était reconnue, la fierté de les réussir était partagée.

Pour acheter la paix sociale, on a dilapidé cet héritage. On a réduit les exigences pour donner une impression de réussite à tous. On a troqué l'égalité des chances contre une illusion éphémère d'égalité. On a préféré le confort et l'apparence des succès immédiats plutôt que la construction de l'avenir.

Aujourd'hui, la vérité perce sous l'imposture.

Les ouvriers et les employés représentent 60% de la population française. Mais leurs enfants ne sont que 30% en terminale S, 15% en classe préparatoire aux grandes écoles, 6% des élèves des grandes écoles d'ingénieurs, 3% des élèves des grandes écoles de commerce.

C'est un appauvrissement considérable pour notre pays. Comme l'a dit Georges Charpak, un pays de 60 millions d'habitants qui ne recrute ses élites que sur 10% de sa population est comme un pays de 6 millions.

De tout ce que la République a entrepris, l'école était sans doute sa plus belle réussite. Grâce à elle, chacun devenait libre. Libre dans ses jugements, libre dans ses croyances, libre de son destin.

Grâce à elle vivait l'égalité des chances.

Grâce à elle grandissait une Nation fraternelle, construite sur des références et une culture communes.

De tout ce qu'a raté la culture de l'assistanat et de la facilité, l'école est sans doute sa plus belle déroute.

Grâce à elle, l'esprit critique et la capacité de jugement s'amenuisent.

Grâce à elle, l'égalité des chances n'existe plus.

Grâce à elle, la culture commune se dissout. C'est toute la nation française qui s'en trouve menacée.

Mais de même que nous ne devons pas faire à la gauche le cadeau d'être aveugles sur les discriminations, muets sur les injustices, sourds à la désespérance des quartiers, de même nous ne ferons pas, à ces idéologues, le cadeau d'une vision outrancière de l'école.

L'école conserve des pôles d'excellence. Régulièrement, des médailles Fields rappellent le prestige de notre filière mathématique.

L'école est riche de centaines de milliers d'enseignants et de milliers de chefs d'établissement qui assument jour après jour leur vocation au service des élèves.

Je souhaite saluer le travail de ces hommes et de ces femmes, sur lesquels repose l'avenir de notre Nation.

Je souhaite saluer le travail des enseignants en milieu rural et le courage de leurs élèves qui, tôt dans leur enfance, ont appris qu'on doit se lever tôt le matin pour maîtriser son destin.

Je souhaite saluer les performances d'académies comme Nantes et Rennes, dont les résultats sont remarquables.

A ces idéologues, nous ne ferons pas non plus le cadeau d'une vision uniquement comptable de l'Education ; ni celui d'une conception purement utilitariste de l'enseignement.

Nous ne leur ferons pas enfin le cadeau d'une vision exclusivement nostalgique de l'école.

L'école de la troisième République a vécu. Elle était belle. Elle était grande. Elle était noble. La France lui doit beaucoup. Mais elle est d'une époque qui n'existe plus. Ce n'est pas en revenant à l'uniforme et à la blouse, ce n'est pas en revenant aux classes de 60 élèves et à l'examen en sixième, ce n'est pas en revenant à la plume Sergent Major, que nous serons fidèles à l'idéal de Condorcet et à celui de Jules Ferry.

La question n'est pas de revenir aux outils, aux programmes et aux méthodes du passé. La question est de



permettre à l'école d'aujourd'hui d'accomplir, comme autrefois, les promesses de la République.

Entre l'école où on ne lit rien de postérieur à 1930 et l'école où ne lit rien d'antérieur à 1980, il y a un juste milieu, celui qui enseigne le respect, mais aussi la différence entre la littérature, quelle que soit son époque, la coupure de presse et la chanson populaire.

Entre l'école où l'on apprend tout par cœur et l'école où l'on n'apprend plus rien, il y a un juste milieu, parce que le fleuve a besoin de ses rives pour le conduire jusqu'à la mer.

Entre la règle dont on frappait les doigts des enfants et l'enseignante qu'on tutoie, il y a un juste milieu, celui de se lever quand le professeur entre.

Entre le pensionnat de Chavannes et l'école ouverte à tous les trafics et à toutes les violences, il y a un juste milieu, celui de l'école sans portable, sans tabac et sans casquette.

Entre l'uniforme et le jean taille basse qui laisse voir trop de choses, il y a un juste milieu, celui d'une tenue décente.

Je vous propose une vision ambitieuse de l'école.

Une école dont le primaire se fixe pour objectif de donner à tous les enfants les bases fondamentales sans lesquelles il n'est pas possible de vivre une vie adulte.

Une école dont le collège se fixe pour objectif de donner aux élèves le goût des grands auteurs, le sens de la rigueur scientifique, les repères indispensables à la compréhension de notre culture et de notre histoire.

Une école dont le lycée se donne pour objectif de porter plus d'élèves vers l'enseignement supérieur, plus d'étudiants vers le diplôme, plus de diplômés vers l'emploi.

Une école dont l'université se donne pour objectif de reprendre sa place aux premiers rangs des classements internationaux des établissements d'enseignement supérieur et d'être au centre de l'effort de recherche.

Une école qui transmet le savoir, mais aussi le savoir-faire et le savoir-être.

Une école qui ne craint pas, un siècle après Jules Ferry, de « compter sur les enseignants pour apprendre aux élèves à bien vivre par la manière dont ils vivent avec eux et devant eux ».

Une école qui donne le goût de l'effort par le plaisir des difficultés surmontées.

Une école qui développe toutes les formes d'intelligence parce qu'aucun enfant n'est sans qualité et parce que la société a besoin de tout le monde.

Une école qui accueille les enfants handicapés, parce que c'est son devoir et qu'il n'est, pour les autres enfants, plus grande leçon de courage et de tolérance.

Une école où l'on fait plus de sport, parce que le sport est une école de soi et une école de la vie.

Une école dont les enfants sont bilingues et ceux qui le peuvent trilingues, parce que c'est une chance d'ouverture aux autres et un atout dans la mondialisation.

Une école qui apprend le respect des femmes, qu'elles soient élèves ou professeurs, et qui soit un lieu où on leur dise que leurs ambitions ne sont pas moins légitimes que celles des hommes.

Une école où les enfants apprennent, comme Marguerite Yourcenar le recommande, « qu'ils existent au sein de l'Univers, sur une planète dont ils devront plus tard ménager les ressources, qu'ils dépendent de l'air, de l'eau, de toutes les êtres vivants, et que la moindre erreur ou la moindre violence risque de tout détruire ».

Une école qui donne confiance en soi, parce qu' « il meurt lentement celui qui ne sait pas trouver grâce à ses yeux, celui qui détruit son amour-propre, celui qui ne prend pas de risques pour réaliser ses rêves ». (Pablo Neruda)

Je vous propose une école qui développe l'esprit critique et l'esprit de vérité.

Une école qui considère que le plus grand service qu'on rend à un enfant est de lui apprendre à penser.

Une école qui est en phase avec son temps, mais qui n'a pas peur de dire qu'on en apprend plus sur l'homme en lisant Rabelais qu'en lisant des magazines.

Une école qui ne donne pas les examens à tout le monde, mais qui donne à chacun la possibilité de les réussir.

Une école plus exigeante avec ceux qui sont plus défavorisés, car l'école est le patrimoine de ceux qui n'en ont pas.

Une école qui sait en vérité, que c'est en assumant ses missions fondamentales, qu'elle remplira beaucoup de ses missions complémentaires.

Car on en apprend autant sur le courage, le civisme et l'amour de la patrie en lisant Daudet et sa Dernière classe, Rouaud et ses Champs d'honneur, Gracq et son Balcon en forêt, qu'en baillant d'ennui au cours d'éducation civique.

On en apprend autant sur la générosité, la fraternité, le refus des injustices et la lutte contre les fascismes, en lisant les Misérables, Germinal et l'Espoir, qu'en participant à un forum de discussion.

On dispose d'une solide culture politique quand on a achevé la lecture de Primo Lévi et de Soljenitsyne.

La démocratisation de la culture, c'est d'abord d'être doté de repères chronologiques indispensables et d'une bonne connaissance des mouvements d'idées. Pour comprendre Guernica, il faut connaître la guerre d'Espagne. Pour apprécier Les Justes, il faut savoir ce qu'était la misère sous la Russie des Tsars.

Je vous propose une école où les familles ont des droits, mais aussi des devoirs.

Une école où les maîtres sont respectés, mais aussi évalués.

Une école où la promotion des maîtres se fait au mérite, pas en fonction d'une inscription syndicale.

Une école où les élèves sont aimés, mais aussi instruits.

Une école qui, avec André Gide, considère que « l'éducation est une émancipation ».

Une école qui, avec Victor Hugo, sait que « chaque enfant qu'on enseigne est un homme qu'on gagne ».

Une école qui, avec Montaigne, ne cherche pas à « remplir des vases, mais à allumer des feux ».

Une école qui, avec Condorcet, n'a pas peur de former des citoyens libres en formant des citoyens éclairés. Car « plus un peuple est éclairé, plus ses suffrages sont difficiles à surprendre. Même sous la Constitution la plus libre, un peuple ignorant est esclave. Toute société qui n'est pas éclairée par des philosophes est trompée par des charlatans.»

Cette école, je suis venu vous dire que je la crois possible.

Cette école, je vous propose d'abord de la construire avec les familles et non pas contre.

L'école de la troisième République voulait soustraire les enfants du travail des champs et du travail de l'usine. Pour réussir, elle devait laisser les familles à la porte de l'école, et elle a eu raison de procéder de la sorte. Mais l'école d'aujourd'hui n'a plus de raison d'agir ainsi.

Je vous propose que nous affirmions le droit de chaque parent d'être informé, reçu et respecté dans l'école de son enfant.

Droit d'être informé immédiatement que son enfant manque à l'appel.

Droit d'être alerté aussi vite que possible que son enfant décroche du reste de la classe, et non pas à la fin du trimestre comme c'est trop souvent le cas.

Droit d'être reçu par les enseignants et par le chef d'établissement.

Droit de connaître les performances de l'établissement et celles de son enfant par rapport au reste de la classe.

Mais ces droits, je veux le dire clairement, ne sont pas dissociables des devoirs qui incombent à chaque famille. Ce n'est pas parce que l'école est gratuite et obligatoire, qu'elle doit tout aux familles et qu'elle ne peut rien leur demander.

Je vous propose d'affirmer le devoir de chaque famille de s'intéresser aux résultats scolaires de son enfant et de répondre aux convocations de l'institution scolaire. Je vous propose d'affirmer le devoir de chaque famille de ne pas s'immiscer dans les choix pédagogiques des enseignants. Je vous propose d'affirmer que le respect attendu des élèves à l'égard de leurs maîtres est aussi attendu de leurs parents. Je vous propose d'affirmer le devoir de chaque famille de consacrer les allocations familiales et l'allocation de rentrée scolaire à l'intérêt des enfants.

Je vous propose que nous allions même plus loin dans la relation entre l'école et les familles. Je vous propose de créer de la confiance mutuelle et de l'appropriation en permettant aux parents de s'impliquer davantage dans la vie des établissements scolaires de leurs enfants.

Je vous propose que nous donnions aux parents le pouvoir de participer aux décisions qui concernent l'organisation de la vie scolaire comme la construction d'un gymnase, l'organisation des rythmes scolaires ou l'élaboration du règlement intérieur.

Je vous propose de faire entrer plus de parents d'élèves et des anciens élèves dans le conseil d'administration des établissements scolaires.

Et je vous propose de créer un crédit d'impôt pour les jeunes retraités qui s'investiraient dans le soutien scolaire au sein des établissements.

Cette école, je vous propose qu'elle soit un lieu de protection, de sécurité et de respect.

Je serai intransigeant. L'école doit être préservée du racket, de la violence et de la drogue. Je veux exclure

des établissements les jeunes qui y sèment le trouble, plutôt que de contraindre les victimes et ceux qui veulent travailler à changer d'établissement. Cela dérange peut-être ceux qui pensent que la liberté des auteurs de troubles est préférable à la tranquillité de ceux qui souhaitent étudier. Je n'ai pas l'impression d'être un liberticide en demandant à l'institution scolaire d'assurer la protection de nos enfants et la sérénité des maîtres.

Je vous propose que nous aidions les maîtres à reconquérir leur autorité. Je vous propose que les règlements intérieurs des établissements soient plus précis et plus solennels.

Je vous propose que nous autorisions les enseignants à tenir compte de la discipline dans la notation des élèves.

Je vous propose que nous cessions d'étouffer et de banaliser la violence dans les établissements scolaires.

La discipline n'est pas un luxe ou un confort. Elle est une condition de la réussite des élèves et de la mission des maîtres.

Je vous propose que nous nous souvenions de la promesse de Jules Ferry aux instituteurs : « Le législateur (...) ne vous demande rien qu'on ne puisse demander à tout homme de cœur et de sens ».

La République doit se demander en conscience si elle tient encore cette promesse qu'elle a faite à ceux qui se consacrent à la mission la plus essentielle pour l'avenir de notre Nation.

J'affirme que l'Etat se met en situation de non-assistance à personne en danger en assurant mal la formation des enseignants, en n'assurant pas leur protection, en n'assurant pas leur autorité.

Je vous propose que la sincérité de ceux qui disent vouloir faire de l'Education nationale une priorité, se mesure à la manière dont ils traitent les maîtres.

Je vous propose que nous mettions en place cette filière d'excellence de formation des enseignants, prévue par la

loi Fillon, d'une durée de cinq ans, reconnue par un master.

Je vous propose qu'au lieu de critiquer les enseignants qui font du soutien scolaire pour compléter des revenus trop faibles, nous augmentions la rémunération de ceux qui accepteraient des missions complémentaires. Aux enseignants qui veulent travailler plus pour gagner plus, je vous propose de confier des études dirigées dans tous les établissements, du soutien scolaire individualisé, des heures supplémentaires ou du temps de présence dans les établissements.

Les difficultés de l'école aujourd'hui ne sont pas marginales. Elles ne sont pas exogènes. Elles ne s'expliquent pas uniquement par l'éclatement des familles et le développement des médias. Elles appellent un renouvellement profond de notre organisation et de nos méthodes.

Aux expériences pédagogiques hasardeuses sur le dos des enfants, aux circulaires administratives aussi détaillées qu'éphémères, au nivellement par le bas des exigences, je vous propose que nous substituions la liberté pédagogique des enseignants, l'autonomie des établissements, et l'évaluation des résultats.

Ne cédon's rien sur les exigences. Notre pays a besoin de mettre toutes ses ressources dans l'intelligence et le savoir de ses enfants, pour augmenter le niveau de qualification de ses emplois et développer des esprits libres, inventifs et créatifs.

Mais laissons à chaque maître le choix de sa méthode. C'est parce qu'on a cru pouvoir remplacer, par des circulaires administratives, l'expérience de toute une vie d'institutrice qu'on a mis des milliers d'enfants sur la voie d'une lecture hésitante.

Je vous propose que nous évaluions plus souvent les enseignants, mais sur la base des progrès et des résultats de leurs élèves, pas sur celle des pédagogies qu'ils utilisent.

Je vous propose de sortir de l'impasse du collège unique par l'individualisation des parcours. Il faut rompre avec l'organisation uniforme des cycles où chaque élève ne

passer dans la classe supérieure que s'il a acquis toutes les compétences de la classe précédente, jusqu'à finir par passer un jour au bénéfice de l'âge et de la lassitude de ses enseignants. C'est en individualisant les parcours que nous donnerons à chaque collégien la possibilité de réussir son collège, d'acquies à son rythme non seulement le socle, mais aussi tout ce qu'il pourra au-delà. Le collège unique ne doit plus être un collège inique.

Je vous propose de diversifier l'offre scolaire par l'autonomie des établissements. Les équipes éducatives pourraient mettre en place de véritables projets d'établissements avec de véritables moyens. Des projets qui servent à l'instruction et à la transmission des savoirs, pas seulement à l'animation et à l'ambiance. Des projets qui permettent de valoriser l'intelligence et le mode d'apprentissage de chaque enfant.

Je vous propose de faire en sorte que chaque famille qui le souhaite puisse scolariser ses enfants dans un établissement pratiquant le mi-temps sportif ou artistique. Parce que la France que je vous propose, ce n'est pas la France où chacun doit faire la même chose, de la même manière, au même moment, mais la France de la liberté de choix et de la responsabilité.

L'Etat assurera sa mission de garant de la justice et de l'efficacité du système par une évaluation rigoureuse, annuelle et publique de chaque établissement. Il pourra apporter son aide aux établissements qui ont des difficultés et des gratifications collectives aux équipes qui réussissent.

Je vous propose enfin que nous n'ayons plus peur d'afficher notre attachement à la liberté de l'enseignement et que nous permettions à tous les parents qui le souhaitent, dans le respect des équilibres chèrement acquis, d'inscrire leurs enfants dans un établissement privé sous contrat.

L'équilibre général entre le privé et le public n'est pas contesté. Personne ne demande sa remise en cause. Mais ce n'est pas le remettre en cause que de permettre aux établissements privés de réorganiser leurs implantations pour répondre à la demande là où elle se trouve, en particulier dans les quartiers populaires. C'est en revanche un instrument du libre choix.



Je vous propose que l'objectif de mixité sociale pèse sur les établissements scolaires et pas sur les élèves.

C'est à l'institution scolaire de s'organiser pour proposer partout une offre éducative de qualité. C'est à l'institution scolaire de s'organiser pour que chaque établissement attire des élèves de toutes origines.

Nous ne pouvons nous résoudre à obliger des enfants méritants, qui n'ont ni les moyens, ni les relations pour s'affranchir de la carte scolaire, à fréquenter des établissements médiocres pour afficher un semblant de mixité sociale et scolaire.

Je vous propose que nous donnions à chaque famille le droit de retirer son enfant d'un établissement scolaire qui n'assure pas sa protection, ni son avenir.

Je vous propose que chaque famille ait le choix de l'établissement scolaire de son enfant. C'est la conséquence logique de l'autonomie et de la diversification des établissements. La carte scolaire a été créée en 1963. Est-il si inconvenant en 2007 de vouloir s'en affranchir, alors que plus aucun pays en Europe ne la pratique ?

Je vous propose que chaque établissement ait progressivement la liberté de recruter des enfants en dehors de son secteur. Mais qu'il ait aussi le devoir de veiller à respecter une diversité sociale et géographique dans ses effectifs.

\*\*\*

C'est dans les quartiers les plus démunis, dans les quartiers les plus défavorisés, que l'école de la République, en abaissant le niveau de ses exigences, s'est le plus éloignée de l'idéal que ses fondateurs lui avaient assigné.

La France profonde d'aujourd'hui, c'est la France des quartiers populaires. Les enfants qu'il fallait soustraire des fermes et des usines, sont devenus des enfants qu'il faut soustraire de la culture du chômage, des bandes, de l'exclusion, du désespoir et de toutes les formes d'intégrisme.

Déposer le bilan des zones d'éducation prioritaire, ce n'est pas renier le principe de l'éducation prioritaire. C'est ouvrir les yeux sans complaisance sur une politique dont la mise en œuvre a échoué. En 25 ans, l'écart de niveau s'est aggravé entre les établissements de ZEP et les établissements ordinaires. En 25 ans, la ségrégation urbaine s'est accrue. En 15 ans, le chômage des jeunes a quasiment doublé dans les quartiers populaires.

Là où il fallait mettre les meilleurs enseignants, nous y avons mis les moins expérimentés. Là où il fallait mettre le plus de culture, nous en avons mis le moins. Là où il fallait mettre le plus de rigueur, nous avons laissé fléchir le niveau. Là où il fallait mettre le plus de discipline, nous avons laissé grandir le chaos. Là où il fallait donner le plus d'espoir, nous avons anéanti les espérances.

Je vous propose que nous divisions par deux immédiatement les effectifs des établissements scolaires les plus dégradés, en répartissant les élèves en surnombre dans les établissements avoisinants. Je vous propose que des équipes volontaires, spécialement formées, comprenant des enseignants expérimentés, dotées de moyens renforcés, se fixent le défi, par des projets éducatifs d'excellence, d'offrir un autre avenir à ces établissements en déshérence. Au terme d'un délai de trois ans, nous évaluerons leurs performances. Celles qui ont réussi pourront élargir leur recrutement, et même essaimer leurs méthodes vers un autre établissement difficile. Pour les autres, nous ne devons pas hésiter à en répartir les élèves dans d'autres établissements.

C'est dans les quartiers populaires que l'Etat doit garantir le plus des sorties culturelles et des séjours linguistiques. Car les langues sont un bagage indispensable dans le monde d'aujourd'hui, et la culture un facteur de liberté, d'estime de soi, d'ouverture aux autres.

Je vous propose de créer des internats de réussite éducative en ville pour tous les enfants qui veulent réussir, mais qui n'ont pas de bonnes conditions de travail chez eux. Et des écoles de la deuxième chance, pour ceux qui ont été victimes d'un système d'éducation prioritaire, dont l'intention était généreuse, mais dont la mise en œuvre s'est trompée pendant 20 ans.

Mes chers amis, c'est par l'éducation que nous éviterons le communautarisme. C'est par l'éducation que nous sauverons la méritocratie. Ce soir, je suis venu vous convaincre que la vraie fidélité à la République, ce n'est pas de donner à tout le monde la même chose, c'est de donner plus à ceux qui ont moins.

Ne vous laissez pas voler l'égalité des chances. Rien n'est plus proche du mérite, de l'effort, du travail, de l'initiative individuelle, de nos valeurs les plus fondatrices, de notre conception de la République, que de mettre chacun au même niveau sur la ligne de départ.

Je vous propose que nous libérions nos enfants de la tromperie que constitue actuellement le dispositif d'orientation.

La psychologie ne peut pas être le seul critère d'une bonne orientation. Ces critères doivent être le goût des enfants, leur talent et les perspectives du monde du travail.

Je vous propose qu'orientation ne rime plus avec voie de garage et relégation. Qu'au travers d'une découverte précoce des métiers pour tous les élèves, nous nous dotions au contraire des moyens de donner aux enfants l'envie d'apprendre, l'envie de réussir, l'envie d'aller le plus loin possible. Car c'est plus humanisant et terriblement motivant de faire des mathématiques pour devenir pilote, de la biologie pour devenir vétérinaire, des langues pour devenir journaliste, de l'histoire pour devenir artisan d'art, que seulement pour avoir un bon bulletin scolaire.

La France excelle dans certaines disciplines manuelles, techniques ou technologiques, comme la gastronomie, l'industrie du luxe, la construction navale ou encore le jeu vidéo. Je vous propose de créer des universités des métiers, c'est-à-dire des établissements supérieurs d'enseignement dans ces disciplines parce que les filières professionnelles et technologiques ne sont pas moins nobles que les autres. Elles ont aussi droit à leurs « grandes écoles ».

Je vous propose que la France renouvelle en profondeur le mode de recrutement de ses élites.

Si un lycée sur deux ne présente aucun élève en classe préparatoire aux grandes écoles, c'est qu'un élève sur deux a fini par se convaincre que les filières les plus cotées n'étaient pas faites pour lui.

Je vous propose que nous mettions fin à cette autocensure scolaire en donnant le droit aux 5% des meilleurs élèves de chaque établissement de rejoindre une classe préparatoire aux grandes écoles. La sélection se ferait sur la base des résultats au bac, auquel nous redonnerions ainsi le prestige qu'il a perdu. Chaque établissement aurait sa filière d'excellence, et chaque élève sa chance, sans être handicapé par la méconnaissance de codes sociaux qui donnent à notre élite son caractère aujourd'hui si tristement homogène.

\*\*\*

Je vous propose que l'enseignement supérieur soit une priorité de notre projet. Parce que c'est une protection dans la mondialisation. Parce que c'est une nécessité pour des emplois plus qualifiés. Parce que nos universités méritent les premières places dans les classements internationaux.

Notre objectif doit être de porter beaucoup plus de jeunes vers l'enseignement supérieur, dans les formations courtes comme dans les formations longues, mais dans des filières qui ouvrent sur des débouchés et sur des emplois.

L'orientation des étudiants dans le système d'enseignement supérieur devrait être libre, mais responsabilisante. Que l'Etat finance autant de places à l'université qu'il en faut. C'est l'intérêt de notre pays. Mais qu'il le fasse en fonction des débouchés de chaque filière. Au moment des inscriptions, un dialogue entre les universités et les étudiants permettrait à chacun de s'engager dans une voie qui lui garantisse le succès et l'emploi.

Je vous propose que les mots « vie étudiante » ne riment plus avec les mots « galère et mal logement », mais avec les mots « travail, capital intellectuel, égalité des chances, ouverture aux autres, partage, culture, sport ». Je vous propose que la vie étudiante se déroule sur des campus modernes dont les bibliothèques seraient ouvertes sept jours sur sept. Que chaque région ait au moins un

campus de niveau européen et que l'aménagement du plateau de Saclay en pôle d'enseignement, de recherche, et d'innovation, de niveau mondial, soit un chantier présidentiel.

Je vous propose d'encourager le travail étudiant parce qu'il n'y a que le socialisme français pour sanctionner les étudiants qui travaillent tout en poursuivant leurs études. Cela suppose de défiscaliser les revenus du travail étudiant et d'augmenter le montant des bourses alloués aux étudiants qui travaillent, plutôt que de les supprimer.

Je vous propose que les bourses constituent un réel soutien pour les enfants des classes moyennes et populaires, et que leur montant augmente avec le mérite.

Je vous propose que chaque jeune puisse signer avec l'Etat un contrat d'autonomie : un contrat qui lui donne des droits, celui d'être autonome grâce à un prêt à taux zéro ; mais un contrat qui lui donne des devoirs : celui de réussir ses études ou de suivre un programme d'accès à l'emploi, et celui de rembourser l'avance de l'Etat une fois sa situation stabilisée dans un emploi durable et correctement rémunéré.

Le contrat d'autonomie n'est pas un RMI jeune. Il n'est pas un énième plan d'accès à l'emploi pour les moins de 25 ans. Il est un contrat responsabilisant, qui pousse chaque jeune à suivre et à réussir des études ou une formation, dans le but d'obtenir un emploi solide.

Je vous propose enfin de créer la société de la deuxième chance. Une société où les écoles et les universités sont ouvertes le soir parce qu'il n'y a pas d'âge pour se former. Une société qui garantit à tous ceux qui n'ont pas pu faire d'études supérieures de pouvoir les entreprendre à 30, 40 ou 50 ans. Une société où l'échec cesse d'être humiliant parce que le risque est reconnu et valorisé. Une société où les destins ne sont pas écrits à l'avance parce qu'on n'a pas pu prendre le bon train à l'heure.

Mes chers amis, l'excellence n'est pas le privilège des milieux favorisés, elle est d'abord le droit des enfants les plus démunis ! L'égalité des chances ne repose pas sur l'uniformité des traitements et des méthodes, elle consiste à donner plus à ceux qui ont moins ! L'école n'a

pas besoin qu'on lui assène des idéologies, elle a d'abord besoin qu'on l'écoute, qu'on la comprenne, qu'on lui dise ce qu'on attend d'elle et qu'on lui fasse confiance !

Le temps est venu de vouloir plus d'ambition pour nos enfants, plus de considération pour notre école, plus de confiance dans nos professeurs, plus de prestige pour nos universités, plus d'exigence pour la République !

C'est à nous de dire qu'on ne peut plus longtemps abandonner l'éducation à ceux qui en font le terrain de jeu de leurs idéologies dépassées ! C'est à nous d'agir pour que le progrès scolaire redevienne le moteur du progrès social ! C'est à nous d'affirmer que la République n'a qu'un seul devoir vis-à-vis de l'école, et l'école un seul devoir vis-à-vis de la République, le devoir de réussite

remonter